

Brèves de l'ASEAN

Service Economique Régional de Singapour



Le Chef du Service économique régional pour l'ASEAN

A Singapour, le 2 novembre 2018

Rédigé par : Pôle macroéconomique

Contributions : SE de Bangkok, SE d'Hanoï, SE de Jakarta, SE de Kuala Lumpur, SE de Manille, SE de Rangoun, SE de Phnom Penh et Antenne de Vientiane

Objet : Brèves de l'ASEAN semaine 43 (année 2018)

FAITS SAILLANTS

- ▶ **L'accord de partenariat transpacifique (CPTPP) entrera en vigueur le 30 décembre, suite à sa ratification par une majorité de signataires**
- ▶ **Six des onze pays de l'ASEAN reculent dans l'édition 2019 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, malgré une amélioration de leur score**
- ▶ **Les autorités malaisiennes durcissent les conditions de déclaration des transactions en espèces**

REGION

- **Six des onze pays de l'ASEAN reculent dans l'édition 2019 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale sur l'environnement des affaires, malgré une amélioration de leur score.** Le Laos et les Philippines (à respectivement -13 et -11 places) enregistrent la plus forte baisse, suivis du Cambodge (-3), de la Thaïlande (-1), du Vietnam (-1) et de l'Indonésie (-1). En revanche, la Malaisie et le Brunei progressent dans le classement (respectivement +9 et +1), alors que Singapour conserve la 2^{ème} place.

	Rang	Progression
Singapour	2	=
Malaisie	15	↑ 9
Thaïlande	27	↓ 1
Brunei	55	↑ 1
Vietnam	69	↓ 1
Indonésie	73	↓ 1
Philippines	124	↓ 11
Cambodge	138	↓ 3
Laos	154	↓ 13
Birmanie	171	=
Timor	178	=

Source : Banque mondiale, *Doing Business 2019*

- **L'accord de partenariat transpacifique (CPTPP) entrera en vigueur le 30 décembre, suite à sa ratification par l'Australie.** La ratification de l'accord par six des onze pays signataires, soit la majorité (Singapour, Japon, Nouvelle-Zélande, Mexique, Canada, et Australie), a déclenché sa mise en œuvre dans les pays concernés. Parmi les pays signataires n'ayant pas encore ratifié l'accord figurent trois pays de l'ASEAN : le Vietnam, le Brunei et la

Ambassade de France
101-103 Cluny Park Road
259595 Singapour
Singapour

Tél. : +65 6880 7878 - <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/singapour>

Malaisie. Si le Vietnam devrait ratifier l'accord avant la fin du mois, la Malaisie et le Brunei n'ont pas annoncé de calendrier précis, la Malaisie menant encore une étude d'impact. A noter par ailleurs que la Thaïlande et l'Indonésie étudient la possibilité de rejoindre l'accord.

INDONESIE

- **Le parlement indonésien a ratifié le budget 2019 incluant une cible de déficit à 1,8% du PIB (après une prévision de 2,1% pour 2018).** Les dépenses budgétées sont de 2 461 trillions IDR (144 Mds EUR), une légère hausse par rapport à la proposition initiale du gouvernement (+1,1%) qui s'explique par l'inclusion de fonds pour la réponse d'urgence aux catastrophes naturelles. Les revenus estimés sont de 2 374 trillions IDR (139 Mds EUR), dont 83% de recettes fiscales, prévue en hausse de 15,4% par rapport à 2018. Ce budget repose sur des estimations de la croissance à 5,3%, du prix du pétrole à 70 USD/baril et du taux de change de la devise à 15000 USD/IDR.
- **Lors de la 5^{ème} conférence *Our Ocean* qui s'est tenue les 29 et 30 octobre à Bali, l'Agence Française de Développement a annoncé qu'elle contribuerait à hauteur de 2,5 M EUR au *Blue Action Fund*,** fonds de développement multilatéral visant à protéger la biodiversité marine. La France a par ailleurs annoncé de nouvelles mesures concrètes en faveur de la protection des océans, dont la mise en œuvre d'une filière de récupération et de valorisation des filets de pêche usagés et, d'ici 2022, l'installation de filtres de récupération des particules de plastique sur les réseaux d'eaux usées de ses sites industriels. Au niveau européen, la France soutiendra l'interdiction de mise sur le marché de 12 produits plastiques à usage unique.
- **Les investissements (hors pétrole et gaz, finance et immobilier) sont en baisse de 1,6% en g.a. au troisième trimestre 2018, en raison d'un fort recul des investissements étrangers (-20%)** et en dépit d'une forte hausse de l'investissement domestique (+31%), selon l'Agence de promotion des investissements. Sur les neuf premiers mois de l'année, les investissements réalisés ont augmenté de 4,3%, également tirés par les investissements domestiques, en hausse de 24%, tandis que les investissements directs étrangers sont en baisse de 8%.

SINGAPOUR

- **L'Autorité du marché de l'énergie (EMA) a lancé la dernière étape de libéralisation complète du marché de l'électricité** donnant ainsi la possibilité, d'ici mai 2019, à tous les ménages de choisir leur fournisseur d'électricité entre l'opérateur historique, *SP Group*, et 13 nouveaux concurrents. Après un projet pilote lancé en avril et jugé concluant, une première phase concerne depuis le 1^{er} novembre 350 000 ménages singapouriens du Nord-Ouest de l'île. Trois phases supplémentaires, lancées tous les deux mois, permettront de libéraliser complètement le marché d'ici mai 2019. Lors du projet pilote, l'ouverture à la concurrence a permis de réduire de 20% les factures d'électricité des 30% de ménages ayant changé de fournisseur.
- **Plusieurs annonces ont été faites à l'occasion de la *Singapore International Energy Week*, en particulier par les entreprises françaises *EDF* et *Engie*.** Le groupe *EDF* a inauguré, un an seulement après la signature de son partenariat avec l'université NTU, le démonstrateur Masera, un micro-réseau destiné à fournir de manière fiable, majoritairement renouvelable et à prix abordable l'électricité dans les zones isolées d'Asie du Sud-Est (10% de la population de l'ASEAN n'ayant toujours pas accès à l'électricité). Le groupe *Engie* a, pour sa part, annoncé le déménagement de son siège pour l'Asie Pacifique de Bangkok à Singapour et son intention, au cours de la prochaine décennie, de doubler ses effectifs dans la zone, de l'ordre de 4000 personnes aujourd'hui. Enfin, les singapouriens *JTC*, développeur de parcs industriels, et *SP Group*, producteur et gestionnaire du réseau d'électricité, ont annoncé leur partenariat pour développer et opérer un premier réseau électrique intelligent dans le quartier de Punggol Digital District.

MALAISIE

- **A compter du 1^{er} janvier 2019, les banques malaisiennes devront déclarer quotidiennement toute transaction en espèces dépassant 25 000 MYR (5250 EUR), contre 50 000 MYR actuellement.** Cette mesure devrait permettre de lutter plus efficacement contre les activités de blanchiment de profits illégaux et de financement du terrorisme. Elle concerne également les instruments négociables au porteur comme les chèques de voyage. Cette modification du seuil devrait permettre à la Malaisie de se mettre à niveau par rapport aux pratiques internationales.
- **La société australienne *Lynas Corporation*, producteur de matériaux à base de terres rares, a obtenu une extension de son autorisation temporaire de stockage des résidus de production jusqu'au 15 février 2019.** Cette autorisation devait initialement expirer le 31 octobre 2018. L'extension devrait permettre aux autorités de terminer l'évaluation des activités de l'entreprise, devant décider du maintien ou de la cessation des activités pour raisons environnementales. La production de *Lynas* en Malaisie constitue actuellement l'unique alternative aux matériaux provenant de Chine.
- **Le Conseil des Ministres a accepté la nouvelle proposition de réduction des coûts du consortium *MMC-Gamuda* pour les travaux souterrains de la ligne de métro MRT 2.** Les coûts des travaux seront ainsi abaissés de 22%, contre 13% lors de la précédente proposition, sur un coût total de 2,8 Mds EUR. Cette baisse des coûts a notamment été permise par le report à une date ultérieure de deux stations souterraines, ramenant ainsi le nombre de stations initiales de 35 à 33. *MMC-Gamuda* avait déjà réduit le montant des travaux sur les portions aériennes de la ligne. Sur l'ensemble du projet, le coût total du projet est ainsi ramené de 8,3 Md EUR à 6,4 Md EUR, soit une réduction de 22%.

VIETNAM

- **Le constructeur automobile *Vinfast* et le pétrolier *PVOil* ont signé un MoU pour la construction de 20 000 bornes de recharges électriques dans les stations essences de *PVOil* d'ici 2020.** Ces bornes permettront de recharger les scooters et voitures électriques que *VinFast* prévoit de lancer sur le marché vietnamien dès août prochain. L'entreprise a pour objectif de disposer de 30 000 à 50 000 bornes de recharges dans le pays d'ici 2020. Pour rappel, *Vinfast* a été créé l'an dernier par *Vingroup* avec 3,5 Mds USD d'investissement annoncés et l'ambition de produire 250 000 voitures et scooters d'ici cinq ans.
- **Le Premier ministre vietnamien a reçu le Vice-Président de *Samsung Group* pour l'encourager à faire du Vietnam un hub stratégique pour le groupe.** Lors de cette rencontre qui s'est tenue le 30 octobre, le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc a encouragé l'entreprise coréenne à accroître ses activités au Vietnam, dans des domaines variés incluant les R&D, les infrastructures et l'énergie. Pour rappel, *Samsung* a investi plus de 17 Mds USD au Vietnam et est à l'origine de 160 000 créations d'emplois.
- ***PetroVietnam* a annoncé au moins 36 mois de retard et 500 M USD de surcoût dans la construction de la centrale à charbon de Long Phu 1** (au coût initial de 1,34 Mds USD), dans un rapport au Ministère de l'Industrie et du Commerce. Ces difficultés s'expliquent principalement par la situation de l'autre contractant du projet, l'entreprise russe *Power Machines*. La firme est en effet sous le joug de contraintes américaines depuis janvier 2018, ce qui a contraint notamment un sous-contractant majeur, *General Electrics*, fournisseur des turbines et des générateurs, à se retirer du projet. Les banques non-russes refusent également de poursuivre toute activité avec *Power Machines*.

THAÏLANDE

- **Le groupe *Accor* prévoit d'ouvrir 20 établissements supplémentaires en Thaïlande dans les deux prochaines années.** Cette extension du réseau d'*Accor* dans le pays vise à accueillir une clientèle touristique de plus en plus nombreuse, notamment en provenance d'Asie. Le

groupe dispose déjà de 81 établissements sur l'ensemble de sa gamme (11 marques) dans plusieurs régions du pays.

PHILIPPINES

- **L'entrée en vigueur de la 11^{ème} Liste négative pour les investissements étrangers (FINL) autorise la participation étrangère à 100% dans cinq nouveaux secteurs.** Les entreprises concernées sont celles de l'Internet, de l'enseignement supérieur (sauf pour certains sujets professionnalisant tels que l'examen du barreau), du crédit et du financement, les centres de formation et les centres de bien-être. Les limitations étaient précédemment fixées de 0 à 40% pour ces secteurs. La Liste autorise également la participation à 40% des entreprises étrangères dans les secteurs des travaux publics, et des systèmes de communication radio, autrefois limitée à 20 ou 25 % selon les secteurs.

CAMBODGE

- **Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi de finances 2019, prévoyant un déficit de 5,4% du PIB.** Il sera ratifié dans les jours prochains. Les dépenses devraient atteindre 6,7 Mds USD, en hausse de 11,4% par rapport à 2018. Plus de 1,6 Mds USD seront attribués au soutien à l'économie et 1,8 Mds USD à la sécurité sociale. Le Ministère de l'Education sera le plus grand bénéficiaire avec près de 900 M USD, suivi par le Ministère des Travaux publics avec 736 M USD. Les recettes sont estimées à 5,2 Mds USD et le gouvernement envisage de financer les 1,9 Md USD restants par une émission de dette.
- **Le Ministère de l'Economie et des Finances a annoncé la préparation d'émission de titres publics dans le cadre de sa stratégie de gestion de dette 2019-2023.** Ce nouvel instrument devrait ainsi permettre de mobiliser l'épargne locale dans un contexte de progression des besoins de financement. A l'heure actuelle, la dette souveraine est exclusivement externe, près de la moitié étant détenue par la Chine.

BIRMANIE

- **La Commission Européenne a organisé du 28 au 31 octobre une mission d'experts de haut niveau afin de déterminer si les violations des droits de l'homme dans les Etats Rakhine, Kachin et Shan justifient le retrait de la Birmanie du système de préférences douanières de l'Union Européenne à destination des PMA (Tous Sauf les Armes-TSA).** Afin de continuer de bénéficier d'un accès en franchise de droits et sans quota aux marchés de l'Union Européenne par le biais de ce mécanisme, la Birmanie doit respecter les principes consacrés dans quinze conventions des Nations Unies et de l'Organisation Internationale du Travail sur les droits de l'homme et les droits des travailleurs. Les organisations représentatives du monde des affaires et de la société civile s'inquiètent des répercussions éventuelles d'une telle décision sur le demi-million d'employés du secteur textile et ont tenu à rappeler à la Délégation de l'Union Européenne qu'une telle sanction économique irait explicitement à l'encontre des recommandations de la Mission d'Etablissement des Faits des Nations Unies de préférer des sanctions ciblées n'affectant pas la population birmane.

LAOS

- **La Banque mondiale a signé un accord de financement de 10 M USD pour des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires au Laos.** Alors que le gouvernement fait du sujet l'une de ses priorités, le projet s'attachera tout particulièrement à la simplification des réglementations (en particulier la réduction par moitié du nombre de jours nécessaires à l'obtention d'une licence d'activité), la facilitation des échanges commerciaux et l'augmentation de la compétitivité des entreprises. Pour rappel, le pays a perdu 13 places dans l'édition 2019 du classement *Doing Business* de l'institution et occupe actuellement le 154^{ème} rang (sur 190).